DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX
DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE POUR LES SERVICES TECHNIQUES
DIRECTION DES ROUTES ET DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

ARD Préalpes-Ouest

ARRETE DE POLICE N° 2023-10-84
réglementant temporairement la circulation, hors agglomération, sur la RD 17, entre les PR 30+900 et 31+100, sur le territoire de la commune de SIGALE

Le président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la route ;
Vu le Code de la voirie routière ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu l’arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et les textes subséquents ;
Vu les arrêtés en vigueur du président du Conseil départemental, donnant respectivement délégation de signature au directeur général adjoint pour les services techniques et aux responsables de la direction des routes et des infrastructures de transport ;
Vu le règlement départemental de voirie, approuvé par la délibération n° 9 du Conseil général des Alpes-Maritimes du 26 juin 2014, et son arrêté d’application du 21 juillet 2014 ;
Vu la permission de voirie n° ARD PAO-SER-2023-10-349 en date du 27 octobre 2023 ;
Vu l’état de délabrement du mur jouxtant la RD 17, en partie éboulé sur la chaussée, la dangerosité pour les usagers de la route, et en accord avec le riverain ;
Sur la proposition du chef de l’agence routière départementale Préalpes-Ouest ;

Considérant que, pour la sécurité des usagers, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation, hors agglomération, sur la RD 17 entre les PR 30+900 et 31+100, pour permettre les travaux de démolition du mur et la construction d’un parapet maçonné en lieu et place du mur ;

ARRETE

ARTICLE 1 – A compter du mardi 31 octobre 2023, de la mise en place de la signalisation correspondante, jusqu’au vendredi 10 novembre 2023 à 16 h 00, en continu, sans rétablissement sur l’ensemble de la période, la circulation de tous les véhicules, hors agglomération, sur la RD 17, entre les PR 30+900 et 31+100, pourra s’effectuer sur une voie unique, par sens alterné régi par feux tricolores mobiles de signalisation temporaire à cycles programmables sur une longueur maximale de 100 m, remplacé par pilotage manuel de jour en cas de remontée de file d’attente supérieure à 50 m.

Les sorties riveraines devront se faire dans le sens de circulation de l’alternat en cours.
ARTICLE 2 – Les mesures de police suivantes seront appliquées sur l’ensemble de la section concernée à partir du point d’application déterminé par la pose des panneaux effectuée conformément aux stipulations de l’article 3 :
- toutes les catégories de véhicules autorisées pourront circuler ;
- dépassement interdit à tous les véhicules ;
- vitesse des véhicules limitée à 50 km/h ;
La largeur minimale de voie, restant disponible, devra être en cohérence avec les catégories de véhicules autorisées à circuler.

ARTICLE 3 – Les signalisations correspondantes seront conformes à la réglementation en vigueur et prendront en compte les recommandations relatives à la catégorie de route concernée, de la dernière édition en vigueur du manuel du chef de chantier.
En particulier la signalisation par pilotage manuel ne pourra être effectuée que dans de bonnes conditions de visibilité (luminosité suffisante ou éclairage spécifique).
Elles seront mises en place et entretenues par les soins de l’entreprise SCOFFIER Frères, chargée des travaux, sous le contrôle de l’agence routière départementale des Préalpes-Ouest.

ARTICLE 4 – Le chef de l’agence routière départementale pourra, à tout moment, décider une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier, si son déroulement est susceptible de créer une perturbation excessive du trafic ; ou si les injonctions données par ses agents aux intervenants ne sont pas suivies d’effets, pour ce qui concerne les règles de sécurité et d’exploitation de la route.

ARTICLE 5 – Poursuites encourues en cas d’infraction.
Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 6 – Conformément à l’article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté sera publié dans son intégralité sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département (https://www.departement06.fr/collectivite/publication-reglementaire-des-arrets) ; et ampliation sera adressée à :
- M. le directeur des routes et des infrastructures de transport,
- M. le chef de l’agence routière départementale Préalpes-Ouest,
- M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes-Maritimes,
- M. le commandant de la compagnie républicaine de sécurité n° 6,
- Entreprise SCOFFIER Frères / M. Timai Conseille – 5990 route de Gilette, 06830 GILLETTE (en 2 exemplaires, dont 1 devra être remis au chef de chantier pour être présenté à toute réquisition) ; e-mail : t.conseille@scoffier-freres.fr; n° astreinte : 06 30 57 91 73,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d’en assurer l’exécution ; ainsi que pour information à :
- M. le maire de la commune de Sigale,
- M. le directeur départemental des services d’incendie et de secours,
- DRIT / SESR ; e-mail : lhugues@departement06.fr,
- DRIT / SOA ; e-mail : tbruneldebonneville@departement06.fr,
- DRIT / CIGT ; e-mail : emaurize@departement06.fr, cigt@departement06.fr, fprieur@departement06.fr, pbeneite@departement06.fr, saubert@departement06.fr et cbernard@departement06.fr.

Nice, le 30 oct. 2023

Patrick CARY

ARRETE DE POLICE N° 2023-10-84